Protection des salaires : maintenir et moderniser les mesures d'accompagnement

La Suisse est située au cœur de l'Europe. Elle parle la langue de ses pays voisins. Ses frontières sont ouvertes aux travailleurs et travailleuses européen·ne·s. En même temps, les salaires et le coût de la vie en Suisse sont parfois deux fois plus élevés que dans les pays voisins. En l'absence d'une protection très efficace des salaires et des conditions de travail, la libre circulation des personnes entraîne donc une pression sur les salaires et les conditions de travail et une éviction des travailleuses et travailleurs indigènes. C'est pour cette raison que la Suisse a introduit les mesures d'accompagnement il y a plus de 20 ans.

Avec le résultat des négociations par lesquelles la Suisse et l'Union européenne veulent renouveler leurs relations bilatérales, le Conseil fédéral a fait des concessions en matière de protection des salaires. Le résultat des négociations conduit ainsi à un affaiblissement des mesures d'accompagnement. Ainsi, le délai d'annonce préalable devrait être raccourci, la caution ne devrait être prélevée qu'en cas de récidive et les réglementations étrangères sur les frais devraient être appliquées. Les partenaires sociaux ont donc négocié intensivement des mesures de compensation nationales qui empêchent un affaiblissement des mesures d'accompagnement.

Il est notamment prévu d'accélérer le système d'annonce, de n'attribuer les marchés publics de construction qu'aux entreprises qui n'ont pas enfreint les dispositions des conventions collectives de travail et d'introduire une responsabilité de l'entrepreneur contractant pour les sanctions et les frais de contrôle des commissions paritaires. En outre, les conventions collectives de travail étendues existantes devraient pouvoir être prolongées à l'avenir même si moins de 50 % des employeurs font partie d'une CCT. La Suisse continuera en outre d'appliquer les réglementations nationales en matière de frais. Ce train de mesures permet de maintenir la protection des salaires à son niveau actuel et de la moderniser. Le Conseil fédéral et les cantons soutiennent le paquet de mesures négocié. Il appartient maintenant au Parlement de confirmer ces mesures de politique intérieure.

Tant au Parlement que dans certaines associations patronales, des tentatives sont faites pour attaquer frontalement le partenariat social et la protection des salaires. Ces attaques doivent être immédiatement stoppées afin d'éviter que le résultat actuel des négociations de politique intérieure ne soit remis en question par d'autres moyens.

Travail.Suisse revendique:

- Le Parlement doit approuver dans son ensemble le paquet de 14 mesures de compensation en matière de politique intérieure.
- Les employeurs doivent immédiatement cesser leurs attaques contre le partenariat social et le financement des commissions paritaires.
- Le Parlement doit contrer les attaques en cours contre la protection des salaires. Les salaires minimaux cantonaux décidés par le peuple ne doivent pas pouvoir être ignorés (motion Ettlín). En plus, il faut de toute urgence mettre un terme aux attaques contre le statut des travailleurs·euses (motion Grossen). Elles conduiraient à ce que les travailleurs et travailleuses soient plus souvent considérés comme des indépendant·e·s et ne soient ainsi plus soumis aux conventions collectives de travail ou au droit du travail.